

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2373/Add.6
28 mai 1953
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

APATRIDIE

**COMMENTAIRES RECUS DES GOUVERNEMENTS AU SUJET DU
PROJET DE PROTOCOLE RELATIF AU STATUT DES APATRIDES**

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-après la communication reçue du Gouvernement de la Suède en réponse à sa note adressée, conformément à la résolution 629 (VII) adoptée par l'Assemblée générale le 6 novembre 1952, à tous les gouvernements invités à la Conférence plénipotentiaire des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides (tenue à Genève en juillet 1951) afin d'obtenir leurs commentaires au sujet du projet de protocole relatif au statut des apatrides.

SUEDE

Lettre en date du 20 mai 1953 adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Par sa note du 1er décembre 1952, le Secrétaire général a demandé au Gouvernement suédois de lui communiquer des observations sur le projet de protocole relatif au statut légal des apatrides.

Donnant suite à cette demande, j'ai l'honneur de vous faire tenir, conformément aux instructions que j'ai reçues, la note ci-jointe qui contient les renseignements demandés.

Le 20 mai 1953

(Signé) O. THORSING
Représentant permanent

La question de la ratification par la Suède de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, n'a pas encore fait l'objet d'un examen assez approfondi pour que les autorités suédoises puissent prendre une décision. Il est possible cependant que le Gouvernement demande l'année prochaine au Parlement d'approuver la ratification de ladite Convention.

En outre, les travaux préparatoires n'ont pas encore été assez poussés pour qu'il soit possible de préciser les réserves dont la ratification devrait être accompagnée. Le Gouvernement suédois regrette donc de ne pouvoir dire actuellement dans quelle mesure il lui serait possible d'appliquer aux apatrides les dispositions de ladite Convention. Ce retard ne lui semble pas présenter d'inconvénients sérieux puisqu'on ne peut encore prévoir à quelle date la Convention pourra entrer en vigueur. Il est probable qu'un long délai s'écoulera avant que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies reçoive les six instruments de ratification requis.
